

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance de cotation

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente • (Page 07)

Suisse • (Page 08)

Chute «historique» des nuitées

Le premier semestre a été catastrophique pour l'hôtellerie en Suisse, en raison de la pandémie.

Suède • (Page 08)

Zara Larsson arrête de collaborer avec Huawei

La star suédoise Zara Larsson a annoncé mardi avoir rompu sa collaboration controversée avec le géant chinois des télécoms car elle ne veut...

COVID-19 & économie

• (Page 03)

Femmes et jeunes, victimes de la récession



Lutte contre la COVID-19

• (Page 04)

L'Allemagne et la CEDEAO font don de matériel à l'OTR



Décentralisation au Togo

Les maires en séminaire sur la gouvernance locale

Les maires des 117 communes du Togo ont entamé depuis lundi une session de formation, destinée à renforcer leurs capacités en matière de gestion... • (Page 11)

Mobilisation de ressources

Un webinaire de la Commission de l'UA et de l'ASEA

A l'initiative de la Commission de l'Union Africaine (UA) et de l'Association des Bourses des Valeurs Africaines (ASEA)... • (Page 02)

Emprunt 6,10 % 2012-2022

La CRRH-UEMOA paie des intérêts le 13 août prochain

La Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) in forme le public que la Caisse régionale de refinancement hypothécaire... • (Page 04)

Fashionomics Africa

Connecter les créateurs à l'ère du numérique

Un nouveau marché numérique pour connecter les créateurs africains aux marchés mondiaux, à des Master class pour aider les concepteurs à partager et à apprendre... • (Page 06)

Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte...

Le Coronavirus ne passera pas par MOI... et TOI ?

Message de prévention et de sensibilisation de :



A la propagation du coronavirus au TOGO

Mobilisation de ressources en Afrique

Un webinaire de la Commission de l'UA et de l'ASEA

A l'initiative de la Commission de l'Union Africaine (UA) et de l'Association des Bourses des Valeurs Africaines (ASEA) une conférence virtuelle s'est tenue ce mercredi 05 Août 2020 sur le thème « Institutions financières, marchés de capitaux et secteur privé : repenser une économie plus endogène et résiliente pour assurer l'autonomie de l'Afrique »



● Joël YANCLO

Nous sommes très honorés de travailler en étroite collaboration avec la Commission de l'UA pour remplir son mandat de mobilisation des ressources locales pour financer les activités génératrices de revenus et les investissements sur le continent. L'ASEA est résolument engagée à combler le déficit de financement à long terme en Afrique en donnant accès à des capacités plus importantes grâce à une base d'investisseurs plus large et à des produits financiers plus diversifiés », a déclaré, à l'ouverture de cette

conférence qui se tient dans le contexte mondial de crise de la COVID-19, Dr AMENOUNVE, Directeur général de la BRVM qui a salué cette collaboration naissante entre les deux Institutions. Il a plaidé pour que toutes les parties prenantes partagent la vision et l'ambition de l'ASEA de construire un plus grand marché des capitaux en Afrique pour accélérer l'émergence du continent. « L'ASEA compte fermement sur les ministres des finances, les gouverneurs des banques centrales, les responsables des institutions financières et les dirigeants du secteur privé pour soutenir son ambi-

tion » a-t-il ajouté. Au cours de cette première conférence conjointe de l'UA et de l'ASEA, qui a vu la participation de nombreux membres de Gouvernement, Gouverneurs de Banques centrales, Représentants d'Institutions financières, Directeurs Généraux de places boursières africaines, etc. deux panels de discussion se sont appesantis sur les thèmes : « Politiques de relance et de transformation structurelle pour une économie résiliente » et « Accentuer la mobilisation des ressources internes pour garantir le développement et l'indépendance économique de l'Afrique ». Cette conférence sur le thème « Institutions financières, marchés de capitaux et secteur privé : repenser une économie plus endogène et résiliente pour assurer l'autonomie de l'Afrique » était placée sous la co-présidence du Professeur Victor HARISSON, Commissaire pour les Affaires Economiques de l'UA et du Dr Edoh Kossi AMENOUNVE, Président de l'ASEA.



AUX DECIDEURS ...

Conditions d'entrée et de séjour

Au Togo, dans le contexte de pandémie de Covid-19, les autorités ont décidé de plusieurs mesures dont un état d'urgence sanitaire, en vigueur depuis le 1er avril 2020, a été prorogé jusqu'au 16 août 2020 ; les frontières terrestres du pays sont fermées aux voyageurs depuis le 20 mars 2020, sauf autorisation spéciale ; la fréquentation des plages du littoral togolais est soumise à restrictions ; le port du masque en public est obligatoire.

Quant aux liaisons aériennes et conditions d'entrée, il est à retenir qu'à compter du 1er août 2020, l'espace aérien togolais est de nouveau ouvert aux vols commerciaux domestiques et internationaux. Les mesures suivantes s'appliquent aux passagers empruntant l'aéroport international Gnassingbé Eyadéma de Lomé : inscription individuelle préalable au voyage sur le site gouvernemental dédié. Téléchargement à l'arrivée d'une application mobile de traçage dénommée Togo Safe, pour permettre la géolocalisation des voyageurs après leur admission sur le territoire togolais ; au départ, les passagers doivent se soumettre à un test PCR dans les 72 heures précédentes ; à l'arrivée, le test est pratiqué au sein d'un laboratoire dédié aménagé dans l'emprise de l'aéroport.

Les passagers sont ensuite tenus d'attendre le résultat en auto-confinement. Les cas positifs sont placés en quarantaine renforcée à domicile ou dans une structure dédiée ; le coût du test est fixé à 40 000 XOF (60 €) payable en ligne au moment de l'inscription sur le site dédié. Les passagers en transit à l'aéroport de Lomé sont dispensés du test s'ils restent en zone internationale.

Au Togo, tout comme dans l'ensemble de la zone UEMOA, des mesures ont été prises pour contenir la pandémie. Celles-ci se distinguent en trois grandes catégories, à savoir les mesures de prévention, les mesures d'urgence sanitaire et les mesures d'atténuation. En tenant compte des réalités socioéconomiques qui prévalent au Togo, le gouvernement a opté pour des mesures plus allégées plutôt qu'un confinement total.

Komlan KPATIDE

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

COVID-19 & économie

Femmes et jeunes, victimes de la récession

Pour aider les femmes d'Afrique de l'Ouest à surmonter la pandémie, sept ONG de la région, accompagnées par Oxfam et CARE, ont lancé le 31 juillet une campagne d'information. Sputnik avait demandé quelques jours auparavant à Reckya Madougou, experte en inclusion financière et développement, ses solutions à ce problème.

● Nicole ESSO

Comment sortir de la récession due au Covid-19 ses premières victimes, les femmes et les jeunes en Afrique? Dans un contexte régional de grandes inégalités et de pauvreté, sept organisations ouest-africaines, accompagnées par Oxfam et CARE, ont décidé de mettre en avant l'impact de la crise du Covid-19 sur les femmes en Afrique de l'Ouest «dans toute leur diversité.» Qu'elles soient agricultrices, commerçantes, femmes dans les communautés de pasteurs, dans les coopératives, vivant dans les zones urbaines ou rurales, elles sont en effet en première ligne face à la crise. «Non seulement ces femmes occupent les emplois les plus précaires, souvent dans le secteur informel, mais elles sont aussi les premières donneuses de soins dans leurs communautés. Ce qui renforce de manière cruelle les inégalités de genre préexistantes et menace à certains égards les avancées réalisées au cours des dernières années pour l'égalité entre les hommes et les femmes», précise un communiqué publié à la veille de la Journée internationale de la femme africaine, célébrée le 31 juillet, dont Sputnik France a eu copie. Les organisations ont décidé de partager «leurs réalités, leurs réflexions et leurs solutions» autour de sept thématiques prioritaires «identifiées par et pour les femmes de la région», indique ce communiqué. Dans un petit livret facile d'accès, les signataires présentent les conséquences de la crise du Covid-19 «sur la perte des revenus financiers de ces femmes», sur la réduction de leur accès aux services sociaux de base, «dont la santé et l'éducation», ainsi

que sur «l'augmentation de leur vulnérabilité et de la violence basée sur le genre», précisent-ils. Tout en saluant le courage des femmes ouest-africaines.

Résilience des populations vulnérables

Invitée de Sputnik Afrique, Reckya Madougou, experte en inclusion financière et développement, a également salué la résilience des populations vulnérables d'Afrique de l'Ouest et du Centre, à savoir les femmes, mais aussi les jeunes. «Jusqu'à présent, nous avons une façon très désuète d'élaborer nos politiques publiques. Cette façon de faire n'est plus du tout adaptée au contexte criogène de la pandémie, pas plus qu'il ne l'est aux réalités de nos économies, où le secteur informel prédomine. Cette crise sanitaire est donc une chance de revoir en profondeur l'inclusion sociale dans nos sociétés africaines», a-t-elle expliqué. Bien maîtrisé, le nombre de jeunes en âge de travailler, 1,1 milliard d'Africains de moins de 25 ans à l'horizon 2034, selon les prévisions de la Banque mondiale, est, selon elle, une «chance à saisir» avant qu'elle ne devienne une «bombe démographique», comme le craignent nombre d'économistes en Occident.

Reddition des comptes et suivi-évaluation

Car, avec une moyenne d'âge de 19 ans pour l'Afrique (contre environ 45 ans en Europe, actuellement), toute cette jeunesse africaine représente, selon elle, «une force de travail potentiellement



extraordinaire.» À condition, toutefois, que les gouvernements africains «soient en mesure de les former, de les maintenir en bonne santé et surtout que leurs compétences entrent en adéquation avec les besoins du marché», fait-elle valoir. Néanmoins, elle reconnaît qu'il y a en Afrique «des situations de rente et de corruption», en plus d'un manque d'industrialisation, «qui rendent le dénouement de cette crise critique». Comment parvenir à renverser cette tendance et faire en sorte que l'instabilité sociale et politique ne s'accroisse pas en même temps que la récession post-Covid-19? «Si de plus en plus de gouvernements africains font preuve de transparence dans les finances publiques, le citoyen lambda finira par comprendre. À cette gouvernance capable d'appliquer la reddition des comptes et de châtier ceux qui dévient, il faut aussi rajouter un suivi-évaluation de nos politiques publiques, actuellement totalement absente des radars», ajoute-t-elle. Aussi, pour elle,

l'une des pistes à privilégier est la «montée en gamme des acteurs de l'économie réelle grâce à l'élaboration de politiques publiques plus proactives et coordonnées.» Cela passe, dans un premier temps, indique-t-elle, par la mise en place de fonds d'appui au secteur privé, le seul susceptible –malgré ses faibles moyens actuels– de faire redémarrer les économies nationales.

La microfinance, antichambre de la mésofinance

Avec 75% de la population active employée dans l'informel en Afrique subsaharienne, un secteur qui génère 50% du PIB, «la tâche se complique», reconnaît-elle, surtout quand il s'agit de lever des fonds pour assister des populations vulnérables. «D'où le risque d'engrenage, que l'on ne peut jamais écarter en Afrique, entre une crise sanitaire, une crise économique et une crise humanitaire», s'inquiète-t-elle. Face à ces carences dans les financements publics, quelles sont les alternatives

envisageables? «La mobilisation de ressources ne doit pas uniquement venir des bailleurs de fonds étrangers. Mais comme les transferts de la diaspora ont été drastiquement réduits à cause de la pandémie, il va bien falloir trouver des alternatives. Elles sont en train de se mettre en place», répond Reckya Madougou. Pour elle, il faut parier sur l'émergence des institutions de microfinances (IMF) et des systèmes financiers décentralisés (SFD) «qui sont et doivent rester les véritables moteurs d'un plan de sauvetage et de croissance d'économies restées encore très informelles», insiste-t-elle.

Mettre l'accent sur la mésofinance

Pourtant, jusqu'à présent, la microfinance n'a pas réussi à faire émerger ce secteur. Ne croit-elle pas, dans ces conditions, qu'il vaudrait mieux mettre l'accent sur la «mésofinance» (prêts à partir d'environ 1.000 euros, destinés aux PME, un échelon intermédiaire entre le microfinancement et le prêt classique) et inciter, ce fai-

sant, les entreprises informelles à se formaliser? «Un programme de microfinance n'est pas concevable, sur le long terme, sans que l'on envisage la suite. C'est-à-dire un projet de financement faisant appel à de la mésofinance dès qu'une taille critique est atteinte», explique-t-elle. Il y a d'autant plus d'urgence à roder tous ces instruments financiers que, selon la Banque Africaine de Développement (BAD), le PIB des 54 États du continent risque de reculer, cette année, de 3,4%. Avec 30 millions d'emplois de perdus, ce sont près de 50 millions d'Africains qui basculeraient, ainsi, à nouveau, dans la pauvreté, surtout si la pandémie se prolonge! Alors que, selon la Commission économique pour l'Afrique, les montants nécessaires pour absorber les chocs conjoncturels actuels ne sont pas exorbitants: 200 milliards de dollars (170 milliards d'euros) à l'échelle du continent. C'est-à-dire moins de la moitié des dépenses annoncées en France pour lutter contre les effets économiques et sociaux de la pandémie.

Baromètres Togo

Indicateurs de croissance	2018(e)	2019(e)	2020(e)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source: FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note: (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source: Banque Mondiale - Dernières données disponibles.
Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source: Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharan Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source: Doing Business - Dernières données disponibles. Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Lutte contre la COVID-19

L'Allemagne et la CEDEAO font don de matériel à l'OTR

L'Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne au Togo et la Commission de la CEDEAO ont fait don de matériel de protection à l'Office Togolaise des Recettes (OTR), le mardi 04 Août 2020 à Lomé dans le but de renforcer la lutte contre la pandémie de coronavirus.



● Bernard AFAWOUBO

La pandémie du nouveau coronavirus est loin de plier ses bagages. La lutte contre cette pandémie se poursuit en vue de limiter sa propagation. Au Togo les autorités ne ménagent aucun effort pour la riposte, à leur effort s'ajoute celle des personnes de bonne volonté et les institutions nationales et internationales. Ainsi l'Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne au Togo et la Commission de la CEDEAO s'engagent au côté du Togo dans cette lutte contre la CO-

VID-19 en procédant le mardi 04 Août dernier au cours d'une cérémonie tenue dans les locaux du Commissariat des Douanes et Droits indirects, à un don de matériel de protection à l'Office Togolaise des Recettes (OTR). Ceci pour permettre aux agents de se préserver contre la pandémie du nouveau coronavirus. Ce don de matériel de protection est composé de gel hydroalcoolique, de gants en latex et de masques. Malgré la pandémie du nouveau coronavirus, les agents des douanes assurent le dédouanement des marchandises, ce don vient à point nommé

pour les permettre de renforcer la protection contre cette pandémie. Au cours de la cérémonie de remise, l'Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne au Togo, SEM Mathias Veltin et le Représentant de la Commission de la CEDEAO ont exhorté les bénéficiaires à faire bon usage des dons reçus. En réponse, le Commissaire des Douanes et Droits Indirects, Kwawo Atta-Kakra ESSIEN, représentant le Commissaire Général a promis de faire bon usage du matériel qui selon lui aidera les différentes unités à remplir avec efficacité leur mission sur le terrain.

Gestion des ressources halieutiques

Suspension prochaine des activités de pêche

Dans l'optique de régénérer la faune et de favoriser le repeuplement des ressources halieutiques, les activités de pêche sur le lac Nangbéto seront suspendues à compter du 15 Août prochain pour une durée de trois mois.

● Bernard AFAWOUBO

Conformément aux dispositions de l'arrêté 006/15/MAEP du 28 janvier 2015 en vigueur, les activités de pêche sont annuellement suspendues pour une durée de trois mois du 15 août au 15 novembre. Cette suspension appelée « Repos biologique » s'inscrit dans le cadre de la gestion durable des ressources halieutiques au Togo. En effet, la

suspension des activités de pêche sur le Lac Nangbéto permet le repeuplement des ressources halieutiques indispensable pour une exploitation à long terme du Lac. Les pêcheurs et acteurs observeront au cours de cette période une veille. Selon le Ministre en charge de l'agriculture, de la production animale et halieutique, Noël Koutéra Bataka, il est primordial d'offrir une période de repos biologique de repro-

duction aux poissons pour favoriser le repeuplement du lac en ressources halieutiques en vue d'assurer leur durabilité, ceci dans l'intérêt des générations présentes et futures. « Le repos biologique a donné des résultats très satisfaisants et a permis de renforcer la productivité » a-t-il indiqué. Il a par ailleurs, mis en garde les contrevenants à cette disposition et par la même occasion invité les pêcheurs au respect

de cette mesure. La pratique, conjuguée à la mise en œuvre du Plan de Gestion des Pêcheries du Lac, déployé dans le cadre du PASA, a fait quintupler la production en l'espace de 07 ans, la faisant passer de 600 à 3200 tonnes. Pour rappel, au Togo, la filière halieutique emploie plus de 22 000 acteurs au total et contribue à environ 4,5% du PIB pour une fourniture annuelle estimée à 25 000 tonnes de poissons.



Baromètres Togo

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Emprunt 6,10 % 2012-2022

La CRRH-UEMOA paie des intérêts le 13 août prochain

La Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) informe le public que la Caisse régionale de refinancement hypothécaire (CRRH-UEMOA) va procéder, le 13 août 2020 au paiement des intérêts semestriels de son emprunt obligataire « CRRH-UEMOA 6,10 % 2012-2022 ».



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.

Siège social : 18, Avenue Joseph Anoma, Plateau - 01 BP 3802 Abidjan

Tél. : +225 20 326 685 / +225 20 326 685 Fax : +225 20 326 684

E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

AVIS N° 130 - 2020 / BRVM / DG

CRRH-UEMOA 6,10 % 2012-2022

Paiement des intérêts semestriels et
remboursement partiel du capital

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) porte à la connaissance du public et des intervenants du marché que la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA (CRRH-UEMOA) procédera, le 13 août 2020, au paiement des intérêts semestriels et au remboursement partiel du capital de son emprunt obligataire dénommé "CRRH-UEMOA 6,10 % 2012-2022".

La fermeture des registres étant fixée au jeudi 13 août 2020, ledit titre (symbole : CRRH.01) cotera ex-coupon d'intérêts à partir du mardi 11 août 2020.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter la SGI BOA CAPITAL SECURITIES, Angle Avenue Terrason de Fougères et Rue Gourgas, 01 BP 4854 Abidjan 01, Tél : (225) 20 30 21 22, Fax : (225) 20 32 04 68.

Fait à Abidjan, le 24 juillet 2020

Le Directeur Général

Dr. Edoh Kossi AMENOUNYE



Avis d'Appel d'Offres Ouvert

AAAO N° 013/07/2020/MICROSOL-UEMOA/plat-agri

REALISATION DE PLATEFORMES AGRICOLES INTEGREES DE PRODUCTION, DE TRANSFORMATION ET DE CONSERVATION DE PRODUITS, UTILISANT L'ENERGIE PRODUITE PAR UNE CENTRALE SOLAIRE DANS LES HUIT (08) PAYS MEMBRES DE L'UEMOA

1. La Société Africaine des Biocarburants et des Energies Renouvelables (SABER), a signé une Convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée avec la Commission de l'UEMOA pour la mise en œuvre du projet MICROSOL-UEMOA. Ce projet consiste au développement de plateformes agricoles intégrées de production, de transformation et de conservation de produits, utilisant l'énergie produite par une centrale solaire.
2. L'entreprise SCHNEIDER ELECTRIC France fabrique le système énergétique MICROSOL-UEMOA qu'elle envoie ensuite à DAP aux ports des pays concernés.
3. Les unités MICROSOL-UEMOA sont des solutions innovantes de production combinée d'énergie solaire thermique et photovoltaïque (les systèmes énergétiques) fournies par SCHNEIDER ELECTRIC France. Elles sont en cours de réalisation par les entreprises ENERGIE R du Sénégal et ASEMI du Bénin à la suite d'un appel d'offres international.
4. La SABER invite, par les présents Appels d'Offres Ouverts, tous les opérateurs de l'Union intéressés par le présent avis, à présenter leurs offres en hors taxes sous pli fermé, pour la fourniture et l'installation des applications connectées au système énergétique MICROSOL au Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo pour les opérations suivantes :

DOSSIER D'APPEL D'OFFRE (DAO/PAYS)	LOT
DAO BENIN	<p>LOT UNIQUE</p> <ul style="list-style-type: none"> - La construction d'un hangar - La construction d'un magasin de stockage - La construction d'un bâtiment de transformation de tomate en purée de tomate et de chambre froide ; - La construction d'un bloc sanitaire ; - L'aménagement et la construction de deux étangs piscicoles ; - La construction d'une station de pompage d'eau potable - L'aménagement de la parcelle de goutte à goutte - L'aménagement d'une prise d'eau en rivière - La fourniture et la pose des conduites du réseau d'alimentation en eau de l'unité de transformation de tomate en purée de tomate et de la parcelle d'irrigation goutte à goutte ; - La fourniture et pose d'une chambre froide de 10 m³ - La fourniture et l'installation des équipements électriques et mobiliers
DAO BURKINA FASO	<p>LOT UNIQUE</p> <ul style="list-style-type: none"> - La construction d'un silo de luzerne ; - La construction d'un bâtiment de pasteurisation et de la chambre froide ; - La construction d'un bâtiment de transformation de tomate, le magasin, logement et bureau ; - La construction d'une clôture grillagée ; - La construction d'un bloc sanitaire ; - L'aménagement des parcelles d'irrigation goutte à goutte et de production de fourrage ;

	<ul style="list-style-type: none"> - La réalisation d'un forage et du réseau d'alimentation en eau des unités de pasteurisation et de transformation de tomate en purée de tomate ; - La fourniture et pose d'une chambre froide de 10 m³ ; - La réalisation d'un forage et des réseaux en eau pour l'irrigation goutte à goutte et d'aspersion pour la production de fourrage ; - La fourniture et l'installation des équipements électriques et mobiliers.
DAO COTE D'IVOIRE	<p>Lot 1 : Système d'exploitation maraîchère par irrigation goutte à goutte</p> <p>Lot 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Système d'exploitation piscicole - Unité de fabrication de provende piscicole <p>Lot 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Unité de transformation du riz (décortiqueuse) - Unité de transformation de céréales (moulin) - Unité de séchage solaire de fruits et légumes - Unité de conservation – congélateur 500 L - Unités de stockage par aménagement de 3 conteneurs pour bureau et magasins - Travaux généraux d'électricité pour la connexion des équipements à un coffret électrique général
DAO GUINEE BISSAU	<p>Lot 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Système d'exploitation maraîchère par irrigation goutte à goutte - Système d'exploitation rizicole par irrigation gravitaire <p>Lot 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Système d'exploitation piscicole - Unité de fabrication de provende piscicole <p>Lot 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Unité de transformation du riz (décortiqueuse) - Unité de transformation du riz (étuveuses) - Unité de transformation de céréales (moulin) - Unité de transformation de tomates - Unité de conservation – congélateur 500 L - Unités de stockage par aménagement de 3 conteneurs pour bureau et magasins

	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux généraux d'électricité pour la connexion des équipements à un coffret électrique général
DAO MALI	<p>Lot 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Système d'exploitation maraîchère par irrigation goutte à goutte <p>Lot 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Système d'exploitation piscicole - Unité de fabrication de provende piscicole <p>Lot 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Unité de transformation du riz (décortiqueuse) - Unité de transformation du riz (étuveuses) - Unité de transformation de céréales (moulin) - Unité de transformation de tomates - Unité de conservation – congélateur 500 L - Unités de stockage par aménagement de 3 conteneurs pour bureau et magasins - Travaux généraux d'électricité pour la connexion des équipements à un coffret électrique général
DAO NIGER	<p>LOT UNIQUE</p> <ul style="list-style-type: none"> - La construction d'un silo de luzerne ; - La construction d'un bâtiment de pasteurisation et de la chambre froide ; - L'aménagement de la parcelle de production de fourrage ; - La réalisation d'un forage et du réseau d'alimentation en eau de l'unité de pasteurisation ; - La fourniture et pose d'une chambre froide de 10 m³ ; - La réalisation d'un forage et du réseau d'alimentation en eau pour la parcelle de production de fourrage ; - La fourniture et l'installation des équipements électriques et mobiliers
DAO SENEGAL	<p>Lot 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Système d'exploitation agricole pour la production de riz et maïs irrigués par aspersion. <p>Lot 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Système de chauffage de bassins piscicoles - Unité de transformation du riz (batteuse) - Unité de fabrication de glace alimentaire - Unité de fabrication de provende piscicole - Unité de séchage solaire autonome de poissons - Unités de stockage par aménagement de 3 conteneurs pour bureau et magasins
DAO TOGO	<ul style="list-style-type: none"> - La construction d'un hangar et du local de chambre froide - La construction d'un magasin de stockage - La construction d'une aire de séchage au soleil - La construction d'un bloc sanitaire ; - L'aménagement et la construction de deux étangs piscicoles ; - La construction d'une bache à eau ; - La fourniture et l'installation des équipements électriques et mobiliers.

5. La passation du marché sera conduite par Appel d'Offres Ouvert, selon les procédures internes de la SABER-ABREC.
6. Les travaux prévus dans le cadre de ce marché sont à réaliser dans un délai maximum de trois (3) mois à compter de la date de notification de l'ordre de service.
7. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Société Africaine des Biocarburants et des Energies Renouvelables (SABER) et prendre connaissance des documents d'Appel d'Offres à l'adresse mentionnée ci-après : Société Africaine des Biocarburants et des Energies Renouvelables (SABER) ; Place de la Réconciliation, Qt. Achanté, Lomé – TOGO, Tel. : +228 22 53 66 00, E-mail : infos@saber-abrec.org, copie fbchira@saber-abrec.org, tous les jours ouvrables de 9 h 00 mn à 12 h 00 mn et de 15 h 00 mn à 17 h 00 mn.
8. Les exigences en matière de qualifications sont :
 - 8.1 Le soumissionnaire donnera la preuve écrite qu'il satisfait aux exigences d'expérience et capacité financière ci-après :
 - Le Soumissionnaire devra fournir, comme preuve de capacité financière, une attestation écrite que son chiffre d'affaires moyen annuel pour les trois (03) dernières années est au moins égal à trente millions (30 000 000) F CFA.
 - Le soumissionnaire fournira une caution égale à deux millions (2 000 000 F CFA) pour une durée de validité de 120 jours à partir de la date de dépôt des offres.
 - 8.2 Le soumissionnaire devra donner la preuve écrite qu'il satisfait aux exigences d'expérience et capacité technique ci-après :
 - Avoir exécuté, au cours des cinq (05) dernières années, au moins un (01) marché similaire dans le domaine agronomique et/ou énergie solaire.
 - Avoir une expérience générale en électricité et/ou énergie solaire.
 - Fournir un curriculum vitae (CV) d'un ingénieur spécialiste en agronomie et en énergie solaire avec cinq (05) années d'expérience ou un assimilé dans les travaux en rapport avec le Marché ;
 - Fournir un CV d'un technicien de niveau minimal Technicien Supérieur avec trois (03) années d'expérience ou un assimilé avec (05) années d'expérience dans les travaux en rapport avec le Marché ;
 - Fournir les brochures, notices techniques du matériel à fournir avec les caractéristiques conformes à celles proposées par le maître d'ouvrage et de préférence en langue française ;
 - Fournir la liste du matériel nécessaire pour l'exécution des travaux ;
 - Le soumissionnaire fournira la preuve écrite que les fournitures qu'il propose en exécution du présent marché sont en état de marche et conformes aux normes fixées dans les spécifications techniques.
 - Les soumissionnaires devront joindre à leur offre un planning de livraison et d'installation des fournitures et équipements.
9. Les candidats peuvent retirer le Dossier d'Appel d'Offres à l'adresse ci-dessus mentionnée ou le recevoir par courriel, contre attestation de paiement d'une somme non remboursable de cinquante mille Francs (50 000 F) CFA, soit par virement bancaire, soit en espèce, sur le compte N° TG116 1001 30360192001 83 ouvert au nom de "ABREC" ouvert dans les livres de ORABANK TOGO.
10. Les offres devront être soumises, soit physiquement, soit en version numérique, à l'adresse ci-dessus, au plus tard le 17 août 2020 à 10 heures TU. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents le 17 août 2020 à 11 heures TU dans la salle de réunion du 3ème étage du siège de la SABER.
11. Dès la validation de la décision d'attribution du marché, l'autorité contractante publiera sur son site internet, sur celui de l'UEMOA et par voie d'affichage dans ses locaux, la décision d'attribution.
12. L'autorité contractante tiendra à la disposition des soumissionnaires, le rapport d'ouverture des offres.

La Personne Responsable de Passation des Marchés,
SABER-ABREC

Fashionomics Africa

Connecter les créateurs à l'ère du numérique

Un nouveau marché numérique pour connecter les créateurs africains aux marchés mondiaux, à des Master class pour aider les concepteurs à partager et à apprendre, et à des webinaires pour informer et inspirer : l'initiative phare de la Banque africaine de développement, Fashionomics Africa, a fait de grands progrès cette année.



● Vivien ATAKPABEM

Le site Web et l'application mobile ont été dévoilés lors du Sommet mondial sur le genre à Kigali en novembre, pour aider les créateurs de mode, les entrepreneurs du textile et des accessoires africains à développer leurs activités, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes. «Tout est vraiment pour connecter les entreprises aux entreprises, les entreprises aux consommateurs et nous assurer que nous mettons en place tout ce dont nous avons besoin pour vraiment transformer les industries de l'habillement et de la mode en Afrique», Dr. Jennifer Blanke, Vice-présidente de la Banque pour l'agriculture, l'homme et Développement social, a déclaré lors du lancement. Avec des systèmes de commerce électronique et de paiement en ligne sécurisés, l'objectif est de connecter les fournisseurs, les acheteurs, les fabricants et les distributeurs aux consommateurs et aux investisseurs - pour augmenter l'accès et développer les marchés en Afrique et dans le monde entier. «Le marché numérique de Fashionomics Africa va changer la donne pour les entrepreneurs de la mode en Afrique, afin de pouvoir atteindre les marchés régionaux et internationaux et augmenter leurs revenus», a déclaré Mahlet Teklemariam, fondateur de Hub of Africa, une plateforme de mode basée en Éthiopie qui promeut Marques africaines. En février, Fashionomics Africa a organisé un master class à Nairobi sur la manière de créer des marques de mode à succès. Organisé par le Département Genre, femmes et société civile de la Banque, plus d'une douzaine de mentors de l'industrie de la mode ont partagé leurs expériences et leur expertise avec les aspirants entrepreneurs, dont la grande majorité était des femmes. «La master class Fashionomics Africa a tous les bons ingrédients pour ajouter de la saveur à votre entreprise de mode», a décl-

ré Linda Murithi, fondatrice de Love Fashion Kenya, l'une des créatrices présentes à l'événement de Nairobi. Le master class - qui faisait suite à des ateliers similaires tenus à Addis-Abeba, Abidjan, Johannesburg, Kigali et Lagos - a abordé le sens des affaires, l'accès au financement, le marketing et le réseautage et a réfléchi sur les défis et les opportunités auxquels les entrepreneurs africains de la mode sont confrontés. «Certains designers se sentent seuls.

Nécessité d'une industrie africaine de la mode numérique

Fashionomics Africa a créé une plate-forme où les gens partagent la même langue », a déclaré Brendan McCarthy de la Parsons School of Design, et l'un des mentors de la master class. «Ils peuvent se connecter, partager leurs expériences et créer une communauté collaborative.» Plus récemment, dans une réponse rapide au nouvel environnement social et économique créé par l'épidémie de COVID-19, Fashionomics Africa a lancé une série de webinaires pour aborder les opportunités et les menaces posées par la pandémie à l'industrie de la mode en Afrique. Lors du webinaire d'ouverture début juin, des entrepreneurs de

la mode, des investisseurs, des experts du secteur et des initiés du monde des affaires ont échangé des idées sur la nécessité d'une industrie africaine de la mode numérique pendant et après la pandémie COVID-19. «La mode africaine est en plein essor en ce moment. Les designers africains doivent développer leur modèle commercial unique et être innovants. Pour ce faire, le numérique est essentiel », a déclaré Sarah Diouf, fondatrice de la marque en ligne fabriquée en Afrique Tongoro, lors du webinaire. "C'est un outil que nous pouvons vraiment exploiter à notre avantage." Qu'il s'agisse de la sensation du tissu, de l'ajustement du design ou du dynamisme du motif: le secteur de la mode a toujours prospéré grâce à l'attention personnelle et au contact en face à face. Mais la nécessité de réinventer le rôle de la technologie en tant que levier de croissance dans l'industrie a été mise en évidence par la crise du COVID. Les mesures de confinement mises en place pour freiner la propagation du virus obligent les entrepreneurs de la mode, comme ceux d'autres secteurs, à se tourner vers des outils de trading en ligne et / ou des plateformes d'argent mobile pour renforcer leur résilience et se préparer à l'avenir. En cela, le rôle de Fashionomics Africa est plus important que jamais.

Afrique du Sud

Telkom lance une assurance-vie

L'opérateur de télécommunications sud-africain, Telkom, a annoncé son entrée dans le secteur des services financiers avec le lancement d'une compagnie d'assurance-vie. L'opération fait partie de la stratégie du groupe de poursuivre sa volonté de diversifier ses flux de revenus au-delà de l'activité fixe.

Cette nouvelle activité de services financiers sera soustrait par Guardrisk, fournisseur de solutions de gestion des risques et d'assurance captive cellulaire, qui fait partie de Momentum Metropolitan Holdings Limited. «Ces dernières années, Telkom a opéré un virage stratégique vers la distribution numérique, ce qui la place dans une position idéale pour distribuer des

produits d'assurance en utilisant sa structure numérique et sa propriété intellectuelle considérables», a déclaré Sibusiso Ngwenya, directeur général de Telkom Financial Services dans un communiqué conjoint avec l'assureur Guardrisk qui assurera la prestation. Présent dans 38 pays africains, Telkom entend également offrir des prêts aux entreprises et prévoit de lancer un service de

Finance

MFW4A souligne le rôle d'une gouvernance d'entreprise

Making Finance Work for Africa et ses partenaires soulignent au cours d'un webinaire, le rôle d'une solide gouvernance d'entreprise dans le développement du secteur financier.

● Nicole ESSO

Making Finance Work for Africa (MFW4A), en partenariat avec KPMG International, a organisé la semaine dernière un webinaire sur le renforcement de la gouvernance d'entreprise pour le développement du secteur financier en Afrique. Alors que la pandémie COVID-19 met à rude épreuve la résilience du secteur financier africain, le webinaire du 28 juillet a mis en évidence le rôle de la gouvernance d'entreprise dans le renforcement du secteur financier pour faire face aux différentes étapes de la crise. Les évolutions majeures de la gouvernance d'entreprise ont souvent été motivées par des épisodes de crise ou d'instabilité, entraînant des révisions et un resserrement des règles, ont entendu les participants. La gouvernance d'entreprise est définie comme un ensemble de relations entre la direction d'une entreprise, son conseil d'administration, ses actionnaires et d'autres parties prenantes. Le webinaire a exploré les principes généraux



de la bonne gouvernance et s'est concentré sur le rôle du conseil d'administration et de l'équipe de direction dans l'atteinte des objectifs opérationnels et de l'efficacité. Thierry Mbimi, associé et responsable du conseil en services financiers chez KPMG, a déclaré aux participants: «La gouvernance d'entreprise doit être pour la direction générale ce que les banques centrales et les régulateurs sont pour le système financier.» Là où les régulateurs sont derrière la courbe, les politiques d'entreprise peuvent prendre l'initiative de créer des structures de gouvernance d'entreprise plus solides, a-t-il déclaré. Pour le secteur financier, la gouvernance d'entreprise vise principalement à mettre en place

les bonnes procédures pour atténuer les risques et améliorer la gestion globale des risques. Mbimi et d'autres participants ont noté qu'au niveau mondial, certaines initiatives ont récemment été lancées pour que les banques et les compagnies d'assurance s'acquittent de leur mandat consistant à garantir la prudence des risques, tout en poursuivant leurs objectifs commerciaux. Le Partenariat Making Finance Work for Africa (MFW4A) est une initiative visant à soutenir le développement des secteurs financiers africains. Il fonctionne comme une entité indépendante, son secrétariat étant hébergé au siège de la Banque africaine de développement à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

Action islamique

L'OCI félicite le Niger pour son implication

A l'occasion du 60e anniversaire de la fête d'indépendance du Niger, le secrétaire général de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI), Dr Youssef A. Al Othaimen a adressé un message de vœux au président Issoufou Mahamadou et au peuple nigérien.

Il a profité de l'occasion pour féliciter le peuple du Niger et a souligné que son organisation appréciait à sa juste valeur les relations étroites et solides qu'elle entretenait avec la République du Niger. L'organisation de la coopération islamique est une structure panislamique basée à Djeddah en Arabie-Saoudite. Elle a été fondée à Rabat, au Maroc, le 25 septembre 1969 au lendemain de l'incen-



die criminel de la mosquée al-Aqsa d'Al Quds. Depuis lors, l'organisation s'évertue à protéger les intérêts de tous ces États membres, à défendre les valeurs communes et à pro-

mouvoir la coopération. Elle développe et appuie divers programmes de développements dans les pays membres. Le Niger est membre fondateur de l'OCI.



BRVM 10 122,90

Variation Jour ↑ 1,78 %

Variation annuelle ↓ -17,58 %



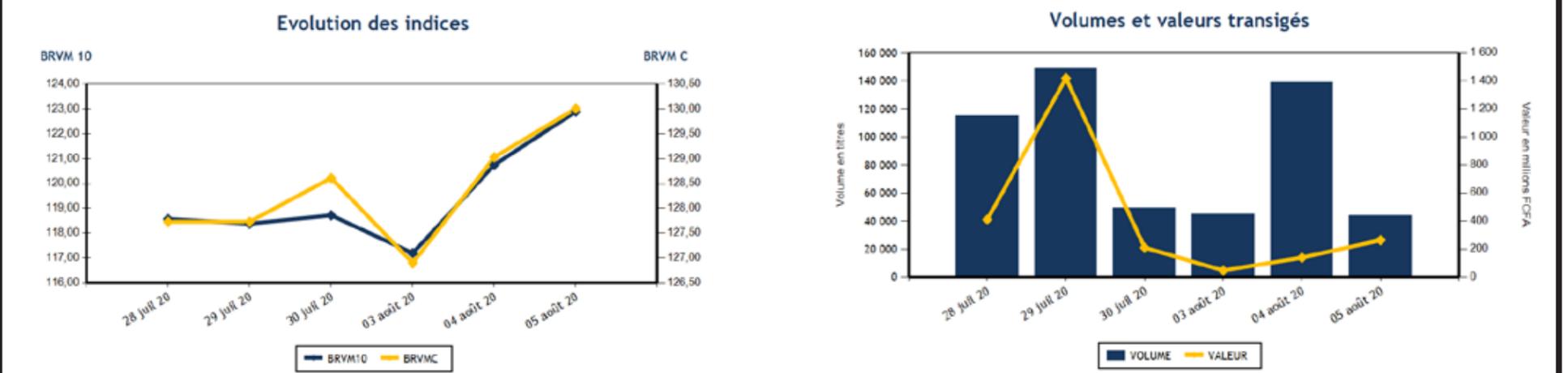
BULLETTIN OFFICIEL DE LA COTE

N° 149 mercredi 5 août 2020 Site : www.brvm.org

BRVM Composite 130,01

Variation Jour ↑ 0,76 %

Variation annuelle ↓ -18,36 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	3 906 272 011 601	0,76 %
Volume échangé (Actions & Droits)	42 913	-69,09 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	253 836 695	82,78 %
Nombre de titres transigés	32	0,00 %
Nombre de titres en hausse	10	42,86 %
Nombre de titres en baisse	8	-33,33 %
Nombre de titres inchangés	14	7,69 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
PALM CI (PALC)	1 180	7,27 %	-35,16 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	495	6,45 %	-18,18 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	135	3,85 %	-3,57 %
SONATEL SN (SNTS)	12 885	3,08 %	-24,18 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	3 295	2,97 %	-13,06 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	5 093 148 600 680	0,00 %
Volume échangé	1 020	3 087,50 %
Valeur transigée (FCFA)	10 201 200	3 087,88 %
Nombre de titres transigés	1	0,00 %
Nombre de titres en hausse	0	
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	1	0,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOGB CI (SOGC)	1 400	-6,67 %	-45,74 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 000	-6,10 %	-42,03 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	3 200	-5,88 %	-50,54 %
BOLLORE (SDSC)	1 205	-5,49 %	-19,67 %
TOTAL CI (TTLC)	1 230	-4,65 %	-27,65 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	32,77	-0,36 %	-12,98 %	2 706	1 652 810	52,65
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	390,60	2,73 %	-21,15 %	19 308	210 695 300	8,03
BRVM - FINANCES	15	51,95	-0,25 %	-14,82 %	11 439	32 270 675	5,79
BRVM - TRANSPORT	2	296,36	-5,33 %	-19,20 %	4 062	5 079 360	6,99
BRVM - AGRICULTURE	5	55,40	-0,40 %	-35,49 %	620	411 590	5,07
BRVM - DISTRIBUTION	7	204,76	-1,19 %	-19,15 %	4 778	3 726 960	10,01
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	234,44	0,00 %	-22,45 %	0	0	2,95
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	9,45	
Taux de rendement moyen du marché	10,66	
Taux de rentabilité moyen du marché	12,30	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	68	
Volume moyen annuel par séance	2 204,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	3 545 281,27	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	1,32	
Ratio moyen de satisfaction	41,12	
Ratio moyen de tendance	3 109,93	
Ratio moyen de couverture	3,22	
Taux de rotation moyen du marché	0,00	
Prime de risque du marché	-0,57	
Nombre de SGI participantes	25	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



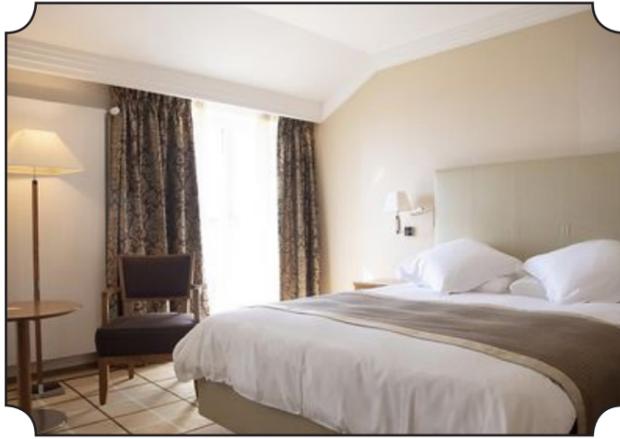
BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

Suisse

Chute «historique» des nuitées

Le premier semestre a été catastrophique pour l'hôtellerie en Suisse, en raison de la pandémie.

Jamais dans l'histoire de la Suisse les nuitées hôtelières n'ont autant chuté: -47,5%, soit -8,9 millions, au premier semestre par comparaison avec la même période un an auparavant. Au total, la Suisse a enregistré 9,9 millions de séjours hôteliers pendant la période sous revue, selon les derniers chiffres de l'Office fédéral de la statistique (OFS) publiés mardi. Si l'on prend en considération uniquement les nuitées des étrangers, le dévissage est encore plus vertigineux, atteignant 60,1%, ce qui correspond à 6,1 millions de nuitées en moins. Les citoyens suisses, de leur côté, ont passé 5,8 millions de nuitées à l'hôtel, ce qui correspond à un recul de 32,4% ou 2,8 millions d'unités en moins. C'est le mois d'avril qui s'est avéré le plus catastrophique, marqué par une contraction globale sans précédent de 92,4% ou 2,5 millions de nuitées en moins. La contraction a même atteint les 96,3% ou 1,4 million de nuitées en moins pour les hôtes étrangers, tandis que du côté suisse elle s'est établie à 87,4% ou 1,0 million de nuitées en moins. Dès mars, les premiers effets de la crise pandémique du coronavirus se sont fait ressentir, tout par-



ticulièrement de la clientèle en provenance du continent asiatique (-27,7% ou 68'000 nuitées en moins) et plus spécifiquement encore de celle de Chine (-66,7% ou 54'000 nuitées en moins).

«Timide» amélioration en juin

En début de crise, en février, c'est la zone touristique de Lucerne et du lac des Quatre-Cantons qui a été la plus sévèrement frappée, avec un recul de 44,6% ou 18'000 nuitées en moins de la clientèle asiatique. Les Grisons (-46,4%), ainsi que le Jura et la région des Trois-Lacs (-49,5%) sont les zones touristiques qui ont le mieux résisté au mois de mai (par rapport à la même période en 2019), alors que les pre-

mières mesures de déconfinement étaient prises. Une amélioration qualifiée de «timide» par l'OFS s'est ensuite progressivement développée, surtout dès le 15 juin lorsque l'espace Schengen s'est rouvert: au total 1,4 million de nuitées ont été enregistrées en juin, ce qui constitue tout de même une régression de 62,0% par rapport à juin 2019 ou 2,4 millions de nuitées en moins. En juin, seuls le Tessin (-32,6%), les Grisons (-34,9%), le Jura et les Trois-Lacs (-35,1%) et la Suisse orientale (-37,6%) ont su tirer leur épingle du jeu, avec une réduction relative de leurs nuitées inférieure à 40%. Toutes les autres zones touristiques ont continué d'afficher de forts reculs.

(ATS)

Suède

Zara Larsson arrête de collaborer avec Huawei

La star suédoise Zara Larsson a annoncé mardi avoir rompu sa collaboration controversée avec le géant chinois des télécoms car elle ne veut pas cautionner ce que fait la Chine.

La star suédoise Zara Larsson a annoncé mardi avoir rompu sa collaboration controversée avec le géant chinois des télécoms Huawei pour lequel elle faisait de la publicité, affirmant «ne pas vouloir soutenir» ce que fait la Chine. «Ce n'était pas le deal le plus intelligent de ma carrière (...) Je défends les droits de l'homme», a affirmé la chanteuse lors d'une émission de la télévision TV4, après de nouvelles critiques contre son partenariat. L'artiste de 22 ans a «mis fin à la collaboration il y a quelques mois», a-t-elle assuré. En avril 2019, Zara Larsson avait entamé un partenariat avec Huawei afin de faire la promotion du lancement de leur dernier téléphone portable. Le géant des télécoms avait négocié la même collaboration avec une autre star suédoise, la championne olympique de natation Sarah Sjöström. Interrogée à l'époque par le magazine Resumé sur les accusations d'espionnage pesant sur Huawei, Zara Larsson avait



rétorqué qu'elle n'était pas «spécialement informée» sur le sujet et qu'elle se «concentrait sur le produit». «Le reste ne m'embête pas plus que ça», avait-elle ajouté. Ces déclarations ont par la suite alimenté les critiques à l'égard de la chanteuse suédoise, dont les plus grands tubes ont été streamés plus de 5 milliards de fois, l'accusant de promouvoir les intérêts du régime communiste chinois. Dans une tribune publiée mardi par le tabloïd Expressen, Matilda Ekeblad, une élue locale du parti conservateur des Modérés, avait accusé l'artiste de «jouer le jeu de la Chine», en pointant les accusations d'espionnage ou encore la

«répression de la communauté ouïghour et de Hong Kong par la Chine». Interrogée mardi par TV4, Zara Larsson a assuré ne pas «soutenir la Chine». «Nous savons tous que la Chine n'est pas un Etat gentil, et je n'ai pas envie de soutenir ce qu'ils font», a-t-elle dit, affirmant qu'elle aurait voulu prendre position sur les Ouïghours, Tik Tok ou Hong Kong mais qu'elle s'était sentie «freinée» par sa collaboration avec Huawei. Révélée mondialement par son tube Uncover, puis par ses collaborations avec le DJ français David Guetta, la chanteuse est l'une des artistes suédoises les plus connues à l'étranger.

(AFP/NXP)

Covid-19

Des cyberattaques exploitent la peur

La pandémie a favorisé l'augmentation de cyberattaques dans une cinquantaine de pays, prenant de plus en plus pour cibles des gouvernements et des institutions sanitaires, a averti mardi Interpol.

Sur la période de janvier à avril, l'organisation internationale de coopération policière, basée à Lyon, a détecté près de 907'000 spams, 737 incidents causés par des logiciels malveillants et 48'000 liens URL nuisibles, «tous liés au coronavirus». Ces données ont été collectées par Interpol lors d'un sondage réalisé entre avril et mai auprès de ses 194 pays membres. 48 pays y ont répondu, dont 42% en Europe, 19% en Asie, 17% en Afrique, 12% en Amérique et 10% au Moyen-Orient. Des «partenaires privés», telles que des entreprises spécialisées dans la sécurité, ont également fourni des informations. «Les cybercriminels sont en train de développer et d'augmenter leurs attaques à un rythme alarmant, exploitant la peur et l'incertitude causées par la situation économique et sociale instable du fait du Covid-19», a déclaré dans un communiqué le secrétaire général d'Interpol Jürgen Stock. «La dépendance grandissante dans le monde au web crée aussi de nouvelles opportunités (d'attaques), avec beaucoup de commerces et de particuliers ne s'assurant pas que leurs (capacités de) défense (en ligne) soient à jour», a-t-il



souligné.

Plusieurs types

d'attaques identifiés

Près des deux tiers des pays ayant participé à l'évaluation rapportent des faits d'escroquerie ou de hameçonnage pour récupérer des données personnelles, avec des mal-faiteurs qui «se font passer pour des gouvernements ou des autorités sanitaires». La deuxième technique la plus dénoncée par les pays sondés est la diffusion de logiciels malveillants assortie d'une demande de rançon, avec une «évolution dans le choix des cibles» pour «maximiser les dommages et les gains financiers». Ainsi, le nombre d'attaques désorganisant les infrastructures sanitaires, pour ensuite leur demander une

rançon, s'est accru, avec un pic notable pendant les deux premières semaines d'avril. «De multiples groupes (criminels) qui étaient inactifs ces derniers mois» ont repris du service, a expliqué Interpol. L'enregistrement de noms de domaines usant de mots clés tels que «coronavirus» ou «COVID» est également en «hausse significative», et se place en troisième position des techniques frauduleuses les plus citées par les pays. Ces sites illégitimes leurrant des internautes «en quête de matériel médical ou d'information sur le coronavirus» pour, entre autres, récupérer leurs données personnelles. Les pays sondés pointent également une circulation massive de fausses informations.

(AFP/NXP)

Covid-19 / Viticulture

Castex annonce 80 millions d'aides supplémentaires

Ces aides seront destinées à améliorer le stockage des surplus et accroître la distillation des invendus, a précisé le Premier ministre mercredi.

Jean Castex a annoncé mercredi 5 août 2020 une enveloppe supplémentaire de 80 millions d'euros pour soutenir les viticulteurs, durement frappés par les conséquences de la crise du coronavirus, lors d'une visite à Sancerre. Cette enveloppe s'ajoute au plan d'aides de 170 millions d'euros débloqué en mai par le précédent gouvernement. «J'ai demandé que ces aides puissent être distribuées le plus rapidement possible, car les besoins en trésorerie (...) sont forts», a ajouté le Premier ministre. Sans entrer dans le détail, Jean Castex a précisé que ces aides seraient destinées à améliorer le stockage des surplus et accroître la distillation des invendus. «Dans tous les cas, nous avons fait le choix évidemment de permettre à ces entreprises de passer cette crise dans les meilleures conditions possible», a assuré le locataire de Matignon, qui venait d'échanger avec des



professionnels locaux à la maison des vins de Sancerre.

1,5 milliard d'euros de manque à gagner

Le Premier ministre s'était rendu auparavant dans un autre domaine du Cher, sur une exploitation bio à Mene-tou-Salon. «La qualité, la qualité, c'est ça qui est le fer de lance de notre viticulture, il faut encourager la qualité», a plaidé Jean Castex. «Il faut encourager les politiques de filière pour se préparer à cette transition environnementale», a-t-il

aussi souligné en promettant un «accompagnement de l'État». Au total, les viticulteurs estiment que la crise sanitaire a engendré un manque à gagner d'au moins 1,5 milliard d'euros en raison de la mise à l'arrêt des bars, restaurants, rassemblements festifs et du tourisme. À la crise du nouveau coronavirus s'ajoute aussi l'effet des sanctions américaines prononcées fin 2019 sur les vins de moins de 14 degrés (hors vins à bulles), en représailles à un différend commercial entre Airbus et Boeing.

Lepoint.fr

**Demande de Renseignement de Prix N°002/07/PRMP/2020
relative aux travaux d'aménagement partiel de la rivière Eké au profit de la commune
Ogou 1**

La commune Ogou 1 a obtenu des ristournes de 15% de l'exploitation des tecks de la forêt classée sur le territoire communal pour financer la réalisation d'un projet socio collectif et a l'intention d'effectuer des paiements au titre du Marché relatif aux travaux d'aménagement partiel de la rivière Eké conformément au plan de développement de la commune.

La commune sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour la réalisation des travaux.

Le marché sera conclu pour une durée de six (06) mois non inclus la période d'assistance.

Les variantes ne seront pas autorisées.

La passation du Marché sera conduite par Demande de Renseignement de Prix (DRP) tel que défini dans le code des marchés publics et ses textes d'application.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Personne responsable des marchés publics de la commune et prendre connaissance des documents de demande de renseignement de prix au bureau du chargé des projets de la Mairie, tous les jours ouvrables de 8 h 30 min à 11 h 30 min et de 15 h à 17h 00 min ou par mail prmp.commune.ogou1@gmail.com

Les exigences en matière de qualifications sont :

a- Capacité financière :

- Avoir réalisé durant les années 2017, 2018 et 2019, un chiffre d'affaire moyen égal au moins à zéro virgule cinq (0,5) fois le montant de son offre. Le Soumissionnaire doit joindre à son offre toute preuve (Etats financiers certifiés par des experts-comptables ou comptables agréés) des années 2017, 2018 et 2019.

- Justifier de liquidités et/ou des facilités de crédit au moins égales à la moitié de l'offre.

NB : les sociétés nouvellement créées qui sont dans l'impossibilité de fournir les états financiers des trois (03) dernières années (2017, 2018 et 2019) exigés, sont autorisées à prouver leur capacité économique et financière par tout autre document substitutif distinct de l'attestation de capacité financière.

b- Capacité technique et expérience

Le Soumissionnaire doit prouver, documentation à l'appui qu'il satisfait aux exigences de capacité technique ci-après :

- Avoir exécuté au moins deux (02) marchés portant sur des fournitures de nature similaire au cours des cinq (05) dernières années. A cet effet, le soumissionnaire doit joindre à son offre la liste des marchés exécutés et copie de toute preuve (attestations de bonne exécution ou procès-verbaux de réception) montrant qu'il a exécuté lesdits marchés.

- Disposer d'au moins un spécialiste de niveau BAC+3 ou plus en génie civil ou tout autre diplôme en rapport avec les prestations et justifiant d'au moins deux (02) missions similaires au cours des cinq dernières années.

c- Situation légale des entreprises

- Ne pas avoir d'antécédents de non-exécution de marchés au cours des trois (03) dernières années ;

- Etre en règle vis-à-vis de l'administration en fournissant les pièces administratives énumérées à la clause IC 11.1 des données particulières de la Demande de renseignement de prix.

6. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier de demande de renseignement de prix complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de 25 000 F CFA à l'adresse mentionnée ci-après : **Bureau du chargé des projets de la Mairie, 1^{er} étage.** La méthode de paiement sera en espèce contre un reçu. Le Dossier de demande de renseignement de prix sera remis main à main au candidat.

7. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après : **Commune Ogou 1/ Personne Responsable des Marchés Publics, Atakpamé Togo, au plus tard le mercredi 26 août 2020 à 15 h 00 TU.** Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

8. Les offres doivent comprendre une garantie bancaire de soumission, d'un montant de 500 000 F CFA, délivrée par une banque de la place ou une banque étrangère ayant une institution financière correspondante au Togo permettant d'appeler la garantie.

9. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de 120 jours à compter de la date limite du dépôt des offres.

10. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis le **mercredi 26 août 2020 à 15 h 30 minutes TU** à l'adresse suivante : **Salle de réunion de la mairie.**

La Personne Responsable des Marchés Publics,

TOYO Yao

HOROSCOPE finance

Bélier Mars en cet aspect vous incitera fermement à mettre votre comptabilité à jour. Vous seriez d'ailleurs bien inspiré de suivre ses conseils, car si vous ne le faites pas spontanément, c'est votre banquier qui finira par vous rappeler à l'ordre. La gestion n'est certes pas ce qui vous passionne le plus, mais un petit effort dans ce sens vous sera utile. Vous n'allez peut-être pas réduire vos dépenses, mais savoir où vous en êtes-vous évitera quelques déboires.

Taureau Restez discret sur ce que vous entreprenez et n'hésitez pas à vous lancer, en mesurant bien les risques, dans une spéculation boursière ou immobilière. Vous pourrez réussir une opération spectaculaire qui vous ferait des envieux.

Gémeaux Attention, votre chemin sera semé d'embûches ! Des risques, encore des risques dans le domaine financier. Vous serez tenté de prendre un malin plaisir à vous lancer dans les entreprises les plus audacieuses. Seulement, vous pourriez vous en mordre les doigts très rapidement. Le temps sera à la prudence et non pas à l'audace. Alors, réfléchissez bien avant de sauter.

Cancer Dans le domaine matériel, vous serez peu disposé à vous montrer raisonnable. Il le faudra, pourtant, sinon vous serez confronté à de gros soucis d'argent. Sans aller jusqu'à vous serrer la ceinture, essayez, au moins, de limiter les dépenses superflues. De plus, ne vous laissez pas entraîner dans des opérations financières hasardeuses.

Lion Les secteurs d'argent de votre thème ne subiront l'influence d'aucune planète. Votre équilibre budgétaire devrait donc en principe être stable. Vous aurez en plus des chances d'avoir l'occasion d'améliorer votre situation, soit en réorganisant vos placements, soit en ayant la bonne surprise de récupérer une somme que l'on vous devait et que vous pensiez perdue à jamais.

Vierge La Lune n'est pas hostile à vos finances, mais sa présence implique toujours une période de rigueur. Un effort réel devra être fourni dans la gestion de votre patrimoine.

Balance Cette journée, placée sous l'égide de Jupiter, favorisera la fortune de tous les natifs du signe, notamment en raison de spéculations réussies, de chance aux jeux de hasard. Vous serez habile dans vos négociations et transactions diverses, et les rencontres opportunes vous serviront.

Scorpion Profitez de cet aspect de Pluton pour vous pencher sur l'état de vos finances. Vous prendrez d'excellentes décisions si vous vous y mettez sérieusement. Les placements seront favorisés.

Sagittaire Le secteur financier accusera un calme quasiment parfait. Mais vous ne pouvez pas non plus espérer gagner au Loto ! Ne vous plaignez pas, Jupiter viendra bientôt vous aider à arrondir votre bas de laine.

Capricorne Les inconséquences sur le plan financier ne se pardonneraient pas. Ne cherchez pas à trop en faire uniquement pour paraître ; cela se retournerait contre vous à plus ou moins brève échéance. Comme la planète Jupiter vous inclinera à être trop sensible au prestige et à la situation, vous risquez fort de commettre des erreurs de jugement regrettables. Sachez qu' "on se ruine souvent pour soutenir qu'on est riche" (Gustave Le Bon).

Verseau Influençant votre secteur finances, deux astres pourront vous donner du fil à retordre. Mieux vaudra se montrer encore très prudent. Reste que Vénus devrait vous permettre de vous en sortir, à condition de ne pas trop croire au Père Noël et d'éviter les dépenses folles, bien sûr !

Poissons Une affaire immobilière intéressante devrait se présenter aujourd'hui. Si vous êtes à la recherche d'un logement digne de vos rêves, vous pouvez envisager d'emménager bientôt. Ne laissez pas cette occasion vous passer sous le nez.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adress AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Issa SIKITI da SILVA

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellda AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Léon Junho SODEDJI

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



Société d'Études Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble

Invite

les togolais au respect des mesures prises
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre
le coronavirus COVID-19

SE LAVER

les mains à l'eau et au savon
fréquemment.



UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les
jeter immédiatement dans une
poubelle fermée puis se laver les
mains.

SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli du
coude et pas de touer ou
d'éternuer.



LIMITER

les contacts proches. Maintenir une
distance d'au moins 1 mètre avec les
autres personnes, en particulier si
e les toussent, éternuent ou ont de la
fièvre.



NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA
FIÈVRE, DE LA TOUX OU
DES DIFFICULTÉS À RESPIRER.



A la propagation du Coronavirus au TOGO

Siège : Agoè route de la cour d'appel (derrière IPP Institut)
Tel 00(228) 22 40 40 48 / 92 06 85 06 E-mail seultogo@gmail.com Lomé

Décentralisation au Togo

Tous les maires en séminaire de gouvernance locale

Les maires des 117 communes du Togo ont entamé depuis lundi une session de formation, destinée à renforcer leurs capacités en matière de gestion de leurs collectivités locales, apprend-on de source officielle.

● Vivien ATAKPABEM

Le séminaire qui se déroule de façon simultanée et synchronisée dans chacune des régions administratives, est organisé par le ministère de la décentralisation qui un an après les dernières élections locales, a fait de la question de la formation des élus une priorité. Pendant un mois, il sera question de gouvernance locale, contrôle citoyen de l'action publique, élaboration de budget communal, monitoring administratif de l'action de la mairie par le préfet, administration communale et gestion des ressources, élaboration de budget participatif, etc. L'objectif in fine pour le gouvernement et ses partenaires, est d'éviter que les communes ne naviguent à vue dans leurs gestions respectives. Pour rappel, le gouvernement togolais et les partenaires techniques et financiers dans le secteur de la décentralisation ont fait le point de la



mise en œuvre du processus de décentralisation dans le pays, un an après les élections locales en juin dernier. Les discussions avaient porté sur les différentes actions initiées par l'exécutif depuis lors. Entre autres, le renforcement de l'arsenal juridique relatif à la décentralisation, la création d'un fonds d'appui aux collectivités territoriales (FACT), ou encore l'amélioration du cadre de travail des communes. Selon le ministre, de nombreux défis restent à relever dans la mise en œuvre de ce processus, dont la pro-

gression a été ralentie par la situation liée au Covid-19. En ligne de mire, le renforcement des capacités des élus locaux, la mobilisation des ressources afin d'alimenter le FACT, et surtout l'élaboration des plans de développement communaux pour éviter que les communes « naviguent à vue ». Les différents partenaires (UE, Pnud, Unicef, KfW, AFD, ProDeGoL, BOAD) ont ensemble réitéré leur engagement à accompagner le pays dans les prochaines étapes du processus.

Basketball

Les éliminatoires du Skills Challenge débutent le 11 août

Dans la zone Afrique, les éliminatoires du Skills Challenge commenceront le mardi prochain. Ce sera la première compétition post coronavirus.



La FIBA lance le premier tournoi post Covid-19. Il mobilisera des jeunes de moins de 17 ans. Sur le continent, les hostilités sont programmées du 11 au 14 août 2020.

Sont donc dans le starting-block, la Guinée, le Niger, le Ghana, le Tchad et le Togo. L'enjeu de cette compétition est qu'elle servira de qualification pour la phase finale de la Coupe du monde prévue en début de l'année prochaine.

En l'espèce, deux places sont en jeu. Le Skills Challenge, commencé en 2003, se joue entre deux équipes de cinq joueurs agiles avec le ballon. Le joueur doit effectuer un lay-up, dribbler entre trois obstacles en respectant un certain nombre de règles, faire un lancer qui ne doit pas toucher l'arceau, suivi par un lancer dans un deuxième panier qui ne doit pas aussi toucher l'arceau. Et ce n'est pas

tout. Le joueur effectue un tir à 6 mètres du panier, fait un long lancer dans un troisième panier et enfin dribble entre un ensemble de trois obstacles et compléter l'épreuve par un lay-up. L'épreuve est retransmise en direct ou en différé dans chaque pays. Les deux joueurs les plus rapides se qualifient pour la finale. En 2020, Bam Adebayo de Heat de Miami a été champion.

iciLome

Explosions à Beyrouth

Solidaire du Liban, l'ONU apporte son aide

Les Nations Unies ont exprimé leur solidarité avec le Liban suite à la double explosion mardi dans le port de Beyrouth qui a fait plusieurs morts et blessés. Sur place, l'ONU va aider activement. Plusieurs membres du personnel onusien ont été blessés.

Une double explosion a frappé mardi après-midi la zone portuaire de la capitale libanaise. Un bilan provisoire rapporté par plusieurs médias mardi soir fait état d'au moins 73 personnes tuées et 3.700 blessés. Par la voix de son porte-parole adjoint, le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres a exprimé ses plus sincères condoléances aux familles des victimes, ainsi qu'au peuple et au gouvernement libanais, à la suite des « horribles explosions » qui ont frappé Beyrouth. M. Guterres a souhaité un prompt rétablissement aux blessés. Des con-

dolescences et des souhaits de rétablissement partagés par le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Tijjani Muhammad-Bande, et le Coordinateur spécial des Nations Unies pour le Liban, Jan Kubic. Le Président de l'Assemblée générale a réitéré sa solidarité avec le Liban pendant cette période. « Nos sympathies, nos prières sont avec vous, avec le Liban », a, pour sa part, déclaré M. Kubic à l'adresse du peuple libanais, sur son compte Twitter.

Les Nations Unies proposent leur aide et participent à la

réponse

« Les Nations Unies restent engagées à soutenir le Liban en ces temps difficiles et participent activement à la réponse à cet incident », a précisé le porte-parole adjoint de M. Guterres. Au nom des Nations Unies, M. Kubic a offert au Premier Ministre libanais, Hassan Diab, l'aide humanitaire et tout autre assistance nécessaire. La Coordinatrice spéciale adjointe des Nations Unies pour le Liban, Najat Rochdi, qui vient tout juste de prendre ses fonctions à Beyrouth coordonnera l'aide onusienne avec les autorités respectives, a précisé sur Twitter le Bureau du Coordinateur

spécial. « Nous sommes prêts à aider et à fournir toute assistance et soutien », a pour sa part, déclaré sur Twitter le Commandant de la bleus de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), Stefano Del Col. Le Ministre de la santé publique du Liban, Hamad Hassan, a instruit à tous les hôpitaux de prendre en charge les blessés et de couvrir leurs frais de soin. Son Ministère a également appelé les équipes médicales à se porter volontaires. La Croix-Rouge libanaise a, de son côté, lancé un appel d'urgence pour des dons de sang de tout type au Liban afin de venir en aide aux blessés. «



Nous travaillons avec le Ministère de la santé publique du Liban pour assurer que les fournitures de traumatologie sont disponibles », a, pour sa part, déclaré le Bureau de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour la Médi-

terrannée orientale. « L'OMS est prête à soutenir le gouvernement et les travailleurs de la santé à sauver des vies », a déclaré sur Twitter son Directeur général, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus. news.un.org

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>



#CQFS

Bénéficiez d'une **réduction de 40% sur la TPU** pouvant aller jusqu'à quatre ans selon votre affiliation à une structure d'accompagnement vers la formalisation telles que les CGA, DOSI, ANADEB.



Office Togolais des Recettes - OTR



#CQFS

L'OTR est désormais disponible sur «**WhatsApp**» pour vos questions, observations et commentaires liés à la fiscalité et à la douane via le numéro

(+228) 90 99 41 01



Office Togolais des Recettes - OTR